

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Lutte contre l'occupation anarchique du domaine public : on circule mieux mais j

LANCÉE le 20 juin par le ministère de l'Intérieur, l'opération de déguerpissement des commerçants illégalement installés sur le domaine public bat son plein à plusieurs grands carrefours de Libreville et dans les communes voisines d'Akanda et d'Owendo. S'il est vrai que les trottoirs sont libérés, sans toutefois que l'on sache combien de temps cette embellie va durer, il y a aussi que les plaintes des commerçants se font jour.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

"DÉPUIS qu'on a chassé tous les commerçants qui vendaient ici, on circule désormais librement sur le trottoir". Ce témoignage du jeune Solley Ondo, shooteur d'images ambulant au PK 12 marque le début du bilan d'étape fait par nos reporters sur l'opération de déguerpissement des commerçants anarchiquement installés sur le domaine public à travers le Grand Libreville, à l'initiative du ministère de l'Intérieur. Devant le magasin "Supérette Otima", situé dans les environs du rond-point, c'est une vue aérée qui s'offre aux usagers. Les piétons circulent librement sur le trottoir. "On respire mieux, on a une vue plus élargie sur l'ensemble des magasins implantés autour du rond-point", commente Ginette, qui vient d'effectuer une course dans l'un des nombreux magasins implantés dans la zone. "Rien à voir avec ce qu'on vit habituellement", abonde un autre habitué des lieux.

De part et d'autres du rond-point, les vendeuses qui ont souvent pris en otage les trottoirs pour y écouler leurs marchandises n'y sont plus. Elles en ont été délogées dès le début de l'opération qui se déroule la nuit entre 20 heures et 5 heures du matin. Une heure choisie pour éviter la forte présence de badauds sur le théâtre des opérations, et ralentir éventuellement le déroulement de celles-ci à certaines heures de la journée.

Ce visage un peu plus avenant qu'offre l'entrée principale de la capitale gabonaise, fait ou-

blier toutes les tracasseries auxquelles font face les usagers. "À pareilles heures, à cet endroit, il était quasiment impossible de marcher sur le trottoir. Car, les femmes qui vendent le manioc, le piment et bien d'autres produits alimentaires, occupent les trottoirs et les piétons sont obligés de marcher sur la voie avec le risque d'être renversé par un automobiliste distrait", fait observer d'ailleurs Christ, un automobiliste au volant de sa voiture. Ce dernier estime que "c'est l'une des causes

des embouteillages qu'il y a ici au niveau du rond-point du PK 12, où piétons et usagers de la route se disputent le passage". En plus de l'espace qui a été complètement libéré, l'opération a permis de fluidifier la circulation routière. En effet, cette zone était devenue l'épicentre des embouteillages monstres à Libreville. Tout comme aux autres grands carrefours de la commune où l'on circule librement depuis quelques jours. C'est le cas du rond-point d'Awendje,

des échangeurs de l'IAI, Nzeng-Ayong, Charbonnages et bien d'autres endroits de la ville fortement fréquentés par les Librevillois. Si l'opération, en elle-même est saluée, il n'en demeure pas moins qu'elle suscite aussi un vent de critiques. Bouyomeka, un riverain établi non loin de là, estime que "c'est bien de lancer une telle opération, parce qu'à un moment, la ville ne présente plus l'aspect que nous lui voulons. Mais il y a aussi la manière de faire. Vous ne pouvez pas décider, un matin, de faire partir brutalement ces femmes qui vendent sur les trottoirs. Après tout, ce sont des mères de famille, pour la plupart des femmes seules, qui nourrissent leurs enfants à travers ces petites activités. Je trouve un peu méchant que le gouvernement, du jour au lendemain,



L'entrée principale de Libreville, au PK12, après le déguerpissement des occupants anarchiques du d

passé à l'action sans pour autant en mesurer les conséquences sociales et économiques". À ce qu'il semble, l'homme fait fi de la communication gouvernementale rendue publique quelques jours plus tôt pour appeler les occupants anarchiques du domaine public à le libérer dans un délai pourtant raisonnable. "Déjà, renchérit notre interlocuteur, à cause de la pandémie de Covid-19, nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts et on nous impose de libérer les trottoirs. Nous le voulons bien, mais il y a la manière. Les forces de l'ordre arrivent au niveau de l'IAI, ils ramassent la marchandise des vendeuses d'une valeur d'au moins 250 000, et l'emportent. Où est-ce qu'ils amènent cette marchandise ? Est-ce que c'est comme ça qu'on leur a dit de

faire?". D'autres commerçantes expliquent que le fait pour elles de vendre sur les trottoirs et autres espaces publics vient de ce qu'il n'y a pas de marché qui puisse les accueillir. "Nous qui vendons au niveau de l'IAI nous n'avons pas de marché ici. Il faut que l'État nous en construise pour que l'on parte d'ici", réclament-elles. Tout est donc dit ici. La problématique de l'absence ou de l'insuffisance d'espaces commerciaux pour abriter ces femmes serait l'une des raisons qui conduit certaines d'entre elles à investir anarchiquement le domaine public. D'autant plus que pour occuper ces espaces, révéler-elles, elles s'acquitteraient régulièrement de taxes auprès de la municipalité.

Photo : BOTOUNOU

Chaque jour du domaine public jusqu'à quand ?



domaine public.

Confusion



Photo : BOTOUNOU

Un trottoir à IAI.

CNB
Libreville/Gabon

ALORS que l'opération "libérez le domaine public" se poursuit, nombreux sont ceux qui, parmi les propriétaires de ces étals et kiosques, disent être dans le désarroi total. Et affirment avoir pris toutes les dispositions pour occuper "légalement" leurs places, en s'acquittant de taxes au niveau du service de recouvrement de la mairie de Libreville. Sa quittance du Trésor en main, Islamia Sikirou, vendeuse au niveau de l'échangeur de l'IAI, clame avoir versé de l'argent à la mairie et régulièrement pour bénéficier du droit d'occupation du domaine communal. "Quand les policiers sont arrivés, ils ont

tout ramassé sans tenir compte de la quittance qui prouve que j'ai payé pour occuper cette place", relate-t-elle. Même son de cloche dans la plupart des sites ayant été visités par les forces de l'ordre. Au niveau de l'échangeur de Nzeng-Ayong, par exemple, Paola, une autre commerçante, interpelle les agents du recouvrement de Libreville "pour qu'ils viennent nous expliquer ce qui se passe. Parce que moi je paye les droits de m'installer à cet endroit". Du côté de l'Hôtel de ville de Libreville, c'est motus et bouche cousue. "On se demande si en lançant cette opération, le gouvernement a appliqué les dispositions de la loi sur la Décentralisation ou la mairie a été consultée?", se borne-t-on tout au plus à répondre.

Le jeu du chat et de la souris...

CNB
Libreville/Gabon

BIEN que diversement appréciée, l'opération de lutte contre l'occupation anarchique du domaine public va-t-elle définitivement mettre un terme au phénomène? Cette interrogation refait surface depuis le lancement de cette opération le 20 juin dernier à Libreville. Tant, il n'est un secret pour personne que des initiatives de cette nature ont maintes fois été organisées par l'Hôtel de ville sans jamais parvenir à obtenir

les résultats escomptés. Pour ce qui est de la nouvelle tentative d'ailleurs, l'on observe déjà, une fois de plus, ce fameux jeu du chat et de la souris auquel se livrent certains commerçants et forces de l'ordre dans les endroits où les occupants ont été délogés. "Nous sommes obligés de jouer à ce jeu-là parce que nous n'avons pas d'autres endroits où aller", explique Abdoul, vendeur de friperie par terre au niveau des Charbonnages. Ici, en effet, comme sur d'autres sites, les commerçants ne désemplissent pas. Sitôt

après le passage des flics, ils reviennent aussitôt s'installer. Une situation qui n'est pas pour déplaire à quelques Librevillois, qui pensent que "ces commerçants ambulants nous évitent de parcourir de longues distances pour aller à Mont-Bouët ou à Nkembo". C'est dire que malgré la détermination des responsables de l'Intérieur de faire plier les commerçants illégaux par la mise en place d'une patrouille motorisée, la tâche s'avère ardue voire impossible. Surtout sur le long terme.

Photo : BOTOUNOU

